





AGIR abcd
18-26 rue Goubet
75019 PARIS

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **AGIR abcd** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la structure à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé,



influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude



significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 5 juin 2025

**Le Commissaire aux Comptes
COGEP AUDIT**

**Norman ALLAL
Associé**

BILAN 2024

ACTIF			PASSIF		
	2023	2024		2023	2024
I) ACTIF IMMOBILISE			I) FONDS ASSOCIATIFS		
Immobilisations brutes	627 381,98	484 143,77	Fonds de prévoyance statutaire	19 912,34	19 912,34
amortissements	-562 932,35	-395 439,18	Fonds de solidarité	18 463,09	18 463,09
immobilisations nettes	64 449,63	88 704,59	Réserves antérieures à 2000	49 360,98	49 360,98
Caution (Letort PARIS)	28 786,37	37 750,00	Report à nouveau	261 410,83	265 770,23
parts sociales	30,00	30,00	résultat	4 359,40	1 077,83
caution versée	28 816,37	37 780,00	TOTAL I	353 506,64	354 584,47
TOTAL I	93 266,00	126 484,59			0,30%
		35,62%	II) PROVISIONS	44 447,60	63 826,55
II) ACTIF CIRCULANT			Provision pour risques	44 447,60	63 826,55
Demandeurs	0,00	24 834,00	Provisions pour charges	0,00	0,00
Avances sur frais Délégations	0,00	0,00	III) FONDS DEDIES		
Charges liées au personnel	0,00	0,00	Fonds d'aide au développement	156 748,08	127 301,26
Disponibilités	1 690 424,16	1 584 984,80	Fonds dédiés "Siège Ressource Thématique"	200 606,89	126 660,02
banques	1 674 459,51	1 571 426,53	Fonds dédiés "Délégations"	332 044,32	344 066,93
comptes en devises	5 246,54	2 861,02	Fonds dédiés "International"	640 939,16	765 755,14
caisse	334,33	313,47	Fonds dédiés "VIES" (MAE)*	53 899,39	0,00
Valeurs Mobilières de Placement	10 383,78	10 383,78	Fonds dédiés "FONJEP"	1 354,10	3 694,83
Produits à recevoir	116 108,96	124 177,12	TOTAL III	1 385 591,94	1 367 478,18
Charges constatées d'avance	46 955,48	47 588,04			-1,31%
TOTAL II	1 853 488,60	1 781 583,96	IV) DETTES		
TOTAL GENERAL	1 946 754,60	1 908 068,55	Emprunt P.G.E.	29 221,37	4 183,95
		-1,99%	Dettes fiscales et sociales	48 619,37	51 671,96
			Dettes Fournisseurs	7 852,70	14 482,81
			Charges à payer	28 595,46	49 666,78
			Autres dettes	47 719,52	1 573,85
			Produits constatés d'avance	1 200,00	600,00
			TOTAL IV	163 208,42	122 179,35
			TOTAL GENERAL	1 946 754,60	1 908 068,55
					-25,14%
					-1,99%

COMPTE DE RESULTAT 2024

	2023	2024			2023	2024	
CHARGES D'EXPLOITATION	1 923 462,29	1 885 327,45	-1,98%	PRODUITS D'EXPLOITATION	2 046 685,90	2 301 076,43	+12,43%
ACHATS	94 029,20	153 431,32					
SERVICES EXTERIEURS	367 501,88	351 271,21		COTISATIONS	111 264,59	111 247,00	
AUTRES SERVICES	1 449 078,92	1 376 674,16		SUBVENTIONS	403 684,95	521 168,97	
IMPOTS ET TAXES	12 852,29	3 950,76		DONS	67 941,61	38 084,19	
Abandons de frais (ventilés dans les charges)				ABANDON DE FRAIS	126 953,81	132 597,23	
CHARGES DE PERSONNEL	299 937,17	301 263,41	+0,44%	PARTICIPATIONS	1 336 840,94	1 497 979,04	
Salaires bruts	213 848,98	208 080,78		Participations reçues à la D.I.	892 150,73	1 032 115,91	
Charges	84 421,19	90 061,25		Participations reçues en délégations	444 690,21	465 863,13	
provision congés payés	1 667,00	3 121,38		AUTRES PRODUITS EXPLOITAT.	0,00	0,00	
reprise congés payés	0,00	0,00		Remboursements de frais	0,00	0,00	
remboursement maladie	0,00	0,00		Autres produits	0,00	0,00	
AUTRES CHARGES GESTION COURANTE	48 914,31	59 324,05	+21,28%	AUTRES PRODUITS GESTION COURANTE	308,05	118,97	
Charges Diverses	48 914,31	59 324,05		Produits divers	308,05	118,97	
TOTAL CHARGES D'ACTIVITE	2 272 313,77	2 245 914,91	-1,16%	TOTAL PRODUITS D'ACTIVITE	2 046 993,95	2 301 195,40	+12,42%
CHARGES FINANCIERES	189,97	79,90		PRODUITS FINANCIERS	1 575,99	5 540,75	
(intérêts emprunt)				(livrets bancaires)			
DOTATIONS	67 476,40	61 494,27		REPRISE DE PROVISIONS	731,41	11 071,05	
Amortissements	57 476,40	31 044,27		Reprise provision d'exploitation	731,41	11 071,05	
Dotation provision d'exploitation	10 000,00	30 450,00					
FONDS DEDIES REPOTES	1 074 288,28	1 398 794,66	+30,21%	FONDS DEDIES UTILISES	1 362 269,32	1 416 908,42	+4,01%
Siège	14 186,63	5 015,30		Siège	108 385,59	34 462,12	
Ressources Thématique	37 716,00	19 450,00		Ressources Thématique	41 015,64	93 396,87	
Délégations	150 139,38	279 139,93		Délégations	194 844,65	267 117,32	
projets "International"	758 912,86	975 189,43		projets "International"	817 093,78	850 373,45	
Ministère Affaires Etrangères	0,00	0,00		Ministère Affaires Etrangères	84 525,48	53 899,39	
FONJEP	113 333,41	120 000,00		FONJEP	116 404,18	117 659,27	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	280,00	32 514,87		PRODUITS EXCEPTIONNELS	7 424,15	5 189,82	
Divers Charges Exceptionnelle	280,00	32 514,87		Divers Produits Exceptionnelle	7 424,15	5 189,82	
IMPOTS SUR LES BENEFICES	87,00	29,00		TRANSFERT DE CHARGES	0,00	0,00	
Impôts sur Produits financiers	87,00	29,00		Transfert de charges	0,00	0,00	
TOTAL DES CHARGES	3 414 635,42	3 738 827,61	+9,49%	TOTAL DES PRODUITS	3 418 994,82	3 739 905,44	+9,39%
Emploi les Contributions Volontaire en Nature	5 903 380,00	5 512 286,00		Contributions Volontaire en Nature	5 903 380,00	5 512 286,00	
Prestations / Mécénat de compétence	290 840,00	204 786,00		Bénévolat / Personnel bénévole	5 580 800,00	5 307 500,00	
Dons en Nature	31 740,00	0,00		Dons en Nature	31 740,00	0,00	
Personnel bénévole	5 580 800,00	5 307 500,00		Prestations / Mécénat de compétence	290 840,00	204 786,00	

Excédent 4 359,40 1 077,83

TOTAUX EGAUX 9 322 374,82 9 252 191,44

TOTAUX EGAUX 9 322 374,82 9 252 191,44

Annexe aux comptes de l'exercice 2024

Annexe au bilan et au compte de résultat avant répartition, dont le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 est un excédent de 1 077,83 euros. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Chapitre 1 – Règles et méthodes comptables

1.1. Règles générales

Les comptes de l'exercice 2024 ont été établis conformément au nouveau plan comptable n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Aucun changement de méthode comptable n'a été opéré pendant l'exercice clos le 31 décembre 2024 car notre Association était déjà globalement en accord avec ces règles.

Conformément à l'article 211 du règlement ANC 2018-06, les contributions volontaires en nature ont été comptabilisées au compte de résultat.

Les contributions volontaires en nature sont composées des :

- Contributions en travail (bénévolat, mises à disposition de personnes)
- Contributions en biens (dons en nature redistribués ou consommés en l'état)
- Contributions en services (mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services) :

Contributions en travail (bénévolat, mises à disposition de personnes) :

- Les heures de bénévolat ont été recensées tout au long de l'exercice. L'Association AGIRabcd a établi un récapitulatif des jours de bénévolat par bénévole, ce récapitulatif est disponible chez AGIRabcd. Le nombre de jours de travail effectué par les bénévoles de notre Association sur l'exercice 2024 est de : 40 789 jours.
Conformément aux préconisations, nous avons valorisé ces jours à 100 euros pour les missions France et 300 euros pour les missions à l'International.
Le montant total des contributions volontaires en travail pour l'exercice 2024 est de 5 307 500 euros.
- Concernant le don en numéraire de EVENT ETC, le montant pour l'exercice 2024 est de 25 euros.
- Concernant le don en nature du Musée Wurth France Erstein ATOS, le montant pour l'exercice 2024 est de 468 euros.
- Concernant le mécénat de compétences d'EDF, le montant de la rémunération et des charges sociales du salarié pour l'exercice 2024 est de 132 697,65 euros.
- Concernant le mécénat de compétences de SAFRAN, le montant de la rémunération et des charges sociales du salarié pour l'exercice 2024 est de 71 596,22 euros.

Ces montants, comptabilisés, figurent au pied du compte de résultat.

Rappel : l'Association n'est pas assujettie à la TVA.

1.2 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

- Agencements et aménagements des constructions : 20 ans ;
- Installations techniques : 10 ans ;
- Mobiliers et matériels de bureau : 5 ans ;
- Informatiques : 2 ans .

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation. Elles sont détaillées dans le tableau de « variation des immobilisations ». Les amortissements se font sur deux ans au prorata temporis.

1.3 Faits postérieurs à la clôture

Aucun événement n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrêt des comptes qui doivent donner lieu à un enregistrement comptable ou qui doivent faire l'objet d'une information dans l'annexe.

Chapitre 2 – Notes sur le bilan

2.1. Fonds Associatifs, Report à Nouveau et Fonds Dédiés

FONDS ASSOCIATIFS

	au bilan			
	valeur au 01/01/24	variation 2024		valeur au 31/12/24
		augmentation	diminution	
Fonds de prévoyance statutaire	19 912,34	0,00	0,00	19 912,34
Fonds de solidarité	18 463,09	0,00	0,00	18 463,09
Réserves antérieures à 2000	49 360,98	0,00	0,00	49 360,98
				87 736,41

REPORT A NOUVEAU

	valeur au 01/01/24	variation 2024		valeur au 31/12/24
		augmentation	diminution	
Report à nouveau	261 410,83	4 359,40	0,00	265 770,23

FAD

	valeur au 01/01/24	variation 2024		valeur au 31/12/24
		augmentation	diminution	
Fonds d'aide au développement (FAD)	156 748,00	5 015,30	34 462,12	127 301,18

FONDS DEDIES

	valeur au 01/01/24	variation 2024		valeur au 31/12/24
		augmentation	diminution	
Fonds dédiés "Ressources Thématique"	200 606,92	19 450,00	93 396,87	126 660,05
Fonds dédiés "Délégations"	332 044,52	279 139,93	267 117,32	344 067,13
Fonds dédiés "International"	640 939,10	975 189,43	850 373,45	765 755,08
Fonds dédiés "VIES" Ministère des Affaires Etrangères	53 899,39	0,00	53 899,39	0,00
FONJEP 2023/2024	1 354,10	120 000,00	117 659,27	3 694,83

Total des fonds dédiés 1 228 844,03 1 393 779,36 1 382 446,30 1 240 177,09

Total figurant au bilan FAD + FONDS DEDIES 1 385 592,03

1 367 478,27

	au compte de résultat	
	en charges	en produits
FAD	5 015,30	34 462,12
Réseaux	19 450,00	93 396,87
Délégations	279 139,93	267 117,32
International	975 189,43	850 373,45
"VIES" (MAE)	0,00	53 899,39
FONJEP	120 000,00	117 659,27
Total général des fonds dédiés	1 398 794,66	1 416 908,42

2.2. Tableau de variation des immobilisations et amortissements 2024

	valeur brute au 31/12/23	variation 2024		valeur brute au 31/12/24
		augmentation	diminution	
Valeurs brutes				
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
2051000000 Site Internet All-in-Web	19 080,00	0,00	0,00	19 080,00
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
2080000000 Logiciels et licences	63 838,87	0,00	4 897,00	58 941,87
<u>Immobilisations corporelles</u>				
2181020000 Aménagements, réseau informatique et téléphone (Letort)	102 394,00	0,00	102 394,00	0,00
2181030000 Aménagement Rue Goubet	0,00	54 909,38	0,00	54 909,38
2183020000 Mobiliers et matériels déménagés cloisons mobiles + armoires + caissons + tables réunion (Letort)+informatique	139 934,33	6 485,29	103 541,45	42 878,17
218303000000 Photocopieur (Letort)	14 904,00	0,00	0,00	14 904,00
2183000000 Immobilisations des Délégations	287 230,78	6 798,57	599,00	293 430,35
<u>Immobilisation en cours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
Total valeurs brutes	627 381,98	68 193,24	211 431,45	484 143,77

Amortissements				
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
2805100000 Site Internet	19 080,00	0,00	0,00	19 080,00
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
2808000000 Logiciels et licences	34 864,01	12 694,52	4 897,00	42 661,53
<u>Immobilisations corporelles</u>				
2818100000 Aménagements, réseau informatique et téléphone (Letort)	86 466,10	6 592,83	89 499,99	3 558,94
2818310000 Mobiliers et matériels déménagés cloisons mobiles + armoires + caissons + tables réunion+ photocopieur (Letort) + informatique	145 727,48	8 583,48	103 541,45	50 769,51
2818300000 Délégations	276 794,76	3 173,44	599,00	279 369,20
Total amortissements	562 932,35	31 044,27	198 537,44	395 439,18

au compte 6810 au compte 28

Valeur nettes des immobilisations **88 704,59**

Cautions location de bureaux				
18 - 26 Rue Goubet (depuis le 01/05/2024)	28 786,27	37 750,00	28 786,27	37 750,00
Total cautions	28 786,27	37 750,00	28 786,27	37 750,00

Total figurant au bilan **126 454,59**

2.3. Tableau des provisions 2024

SITUATIONS ET MOUVEMENTS RUBRIQUES	A	B	C	D	E
	PROVISIONS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISES DE L'EXERCICE	PROVISIONS A LA FIN DE L'EXERCICE (c)	Variation
Provisions pour risques					
Prov risques Projet SIDIKI	30 000,00	0,00	6 223,45	23 776,55	-6 223,45
Prov risques de rembours Siège	4 847,60	24 000,00	4 847,60	24 000,00	19 152,40
Prov risques de rems.	9 600,00	6 450,00	0,00	16 050,00	6 450,00
Total Provisions pour risques (passif)	44 447,60	30 450,00	11 071,05	63 826,55	19 378,95
TOTAL	44 447,60	30 450,00	11 071,05	63 826,55	19 378,95

2.4. Tableau des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/24	31/12/23
Charges à payer Siège	15 600	0
Charges à payer international	0	0
Charges à payer Délégations	34 067	28 595
TOTAL	49 667	28 595

2.5. Echéance des dettes au 31/12/2024

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins 1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	4 184,55	4 184,55	0	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	14 482,81	14 482,81	0	0
Dettes fiscales et sociales	51 671,96	51 671,96	0	0
Autres Dettes	1 573,85	1 573,85	0	0
TOTAL	71 913,17	71 913,17	0	0

(1) Prêt P.G.E.

COGEP. ■



WE ARE AN INDEPENDENT MEMBER OF
THE GLOBAL ADVISORY
AND ACCOUNTING NETWORK



AGIR abcd

18-26, rue Goubet
75019 PARIS

A l'assemblée générale,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre entité, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.



CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR VOTRE ASSEMBLÉE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'organe délibérant dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Paris, le 6 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
COGEP AUDIT

Norman ALLAL
Associé

COGEP



WE ARE AN INDEPENDENT MEMBER OF
THE GLOBAL ADVISORY
AND ACCOUNTING NETWORK